

Le RCD prévient contre tout replâtrage visant à sauver le système

“L'heure est à la mobilisation pour construire l'alternative démocratique”



Mohcine Belabbas, président du RCD.
© D.R.

Tout en exprimant ses doutes quant à l'utilité d'un “dialogue parcellaire” que s'apprête à lancer le gouvernement, le RCD a lancé un appel aux différentes forces du progrès afin de se mobiliser et d'organiser une conférence nationale autour de la transition démocratique pour donner un “nouveau départ” au pays et “construire ensemble une Algérie de développement et de progrès”.

La promesse de changement et de réformes faite par le gouvernement ne semble pas trop séduire le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) qui, dans les résolutions de son conseil national tenu ce samedi, à Alger, s'est montré assez sceptique en parlant de “replâtrage”, de “réformettes” et de “dialogue parcellaire”. “Le redressement national ne peut se suffire de quelques réformettes ridicules au vu de l'état du pays et que toute tentative de replâtrage, pour maintenir le système en place, ne peut être viable et durable”, lit-on dans un communiqué rendu public hier.

Et d'enchaîner : “Au mieux, elle ne servirait qu'à différer, encore une fois, nos problèmes qui prennent racine dans la confiscation de la souveraineté du peuple.” La même attitude désabusée est affichée par le parti sur le dialogue que s'apprête à lancer le nouveau président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui, dans cette perspective, a déjà rencontré nombre de personnalités de poids comme les deux anciens chefs de gouvernement Mouloud Hamrouche et Ahmed Benbitour ou encore l'ancien ministre de la Communication Abdelaziz Rehabi. “Tout dialogue parcellaire n'est que l'expression d'une volonté de contourner la seule voie

salvatrice, le rétablissement du peuple algérien dans ses droits d'édifier des institutions qu'il aura choisies librement", a prévenu le RCD. "C'est la revendication centrale portée par le soulèvement populaire et défendue depuis longtemps par les organisations et les partis politiques progressistes", a-t-il souligné. Pour le RCD, "l'heure est à la mobilisation pour construire et renforcer l'unité autour de l'alternative démocratique". D'où son engagement plein pour "la réussite des Assises de la démocratie, projetées par le PAD pour le 25 janvier 2020", mais aussi son appel lancé aux organisations démocratiques, aux collectifs citoyens militants de la démocratie à "faire de ce moment une rampe de lancement pour une conférence nationale qui mobilise le plus largement possible autour d'une transition démocratique qui fixe les instruments et les mécanismes d'un processus constituant et qui redonne la parole au peuple algérien". "C'est la condition d'un nouveau départ pour construire ensemble une Algérie de développement et de progrès", a estimé le RCD dans son communiqué qui rappelle l'hommage appuyé rendu par son président dans son allocution prononcée à l'ouverture des travaux du conseil national aux détenus du hirak pour "leur courage et leur dignité devant une justice aux ordres réduite à fabriquer de toutes pièces des chefs d'inculpation pour jeter en prison des citoyens exemplaires" non sans exiger "leur réhabilitation morale et symbolique et leur indemnisation pour les torts qu'ils ont subis". Sur un autre registre, le RCD a tenu à pointer du doigt "la faillite diplomatique de la gouvernance algérienne" qui est, selon lui, le fruit amer de l'"absence de projet et d'ambition pour le pays durant le règne du président déchu". "Cet état de fait a conduit l'Algérie à camper dans un rôle secondaire, dans ce conflit (Libye), dans un pays avec lequel nous partageons pourtant une frontière de près de 1 000 km et une histoire multimillénaire", a-t-il déploré.

Arab CHIH